

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2012

Deuxième trimestre 2012

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui rendent compte de l'appréciation des entreprises, constituent une source d'informations précieuse pour porter un jugement sur la situation économique. Le présent chapitre résume les principaux résultats des entretiens menés en avril et en mai 2012, au cours desquels 235 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure sectorielle de la Suisse. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus. La sélection d'entreprises varie d'un trimestre à l'autre.

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Marco Föllmi
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Jean-Pierre Jetzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Résumé

La situation économique est restée solide au deuxième trimestre 2012. Si la problématique de la contraction des marges s'est quelque peu atténuée, elle est toujours au centre des préoccupations et des efforts d'optimisation des entrepreneurs. Ceux-ci sont donc nombreux à recourir à des mesures complémentaires visant à réduire les coûts et à accroître l'efficacité. Les interlocuteurs ont apprécié la sécurité en matière de planification que leur a apportée la fixation d'un cours plancher pour le franc par rapport à l'euro. Les principales craintes à l'égard de l'évolution future concernent les aléas liés aux conséquences de la crise de la dette souveraine en Europe ainsi que l'évolution des cours de change qui en dépend.

De fortes disparités persistent entre secteurs. Dans la construction, la marche des affaires a sensiblement progressé après s'être ralenti au trimestre précédent du fait des intempéries. Dans l'industrie manufacturière et les services, l'activité a stagné. D'une manière générale, la demande de main-d'œuvre s'est elle aussi maintenue au niveau enregistré le trimestre précédent.

Les perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels sont restées modérément positives dans tous les secteurs. Les investissements et la demande de main-d'œuvre, quant à eux, devraient continuer de stagner. L'utilisation moyenne des capacités de production techniques s'établit à un niveau normal dans l'industrie et les services, et reste plutôt élevée dans la construction; elle devrait encore augmenter légèrement dans ce dernier secteur ainsi que dans l'industrie, au cours des prochains mois.

1 Marche des affaires

Industrie

Dans l'industrie manufacturière, la marche des affaires est restée stable. Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires réels se sont maintenus aux niveaux enregistrés le trimestre précédent et au deuxième trimestre 2011. La problématique des cours de change s'est de nouveau estompée dans de nombreuses branches grâce aux mesures engagées par la BNS et par les entreprises.

L'horlogerie, la chimie, l'industrie des matières plastiques et la métallurgie ont constaté une augmentation de leurs chiffres d'affaires par rapport au trimestre précédent. Dans le textile et les machines, les chiffres d'affaires sont identiques à ceux du trimestre précédent; en revanche, ils ont baissé en particulier dans l'habillement et dans l'industrie alimentaire.

De nouveau, les exportations ont été largement soutenues par la demande en provenance des pays émergents d'Asie; cependant, une fois encore, ce soutien a été moindre qu'au trimestre précédent. Des impulsions ont également émané des Etats-Unis. En Europe, la demande est surtout venue d'Allemagne, de Scandinavie et des pays de l'Est. La demande en provenance d'Espagne et d'Italie a été extrêmement faible tandis que celle venant de France a fléchi.

Construction

La construction a enregistré une forte augmentation des chiffres d'affaires au deuxième trimestre après un ralentissement plutôt marqué au premier trimestre en raison des intempéries. De nombreuses entreprises ont réussi à rattraper le retard pris au trimestre précédent. Le génie civil a connu une évolution particulièrement vigoureuse; les chiffres d'affaires ont également progressé dans le bâtiment, le second œuvre et les travaux de préparation des chantiers. Dans l'immobilier résidentiel, la marche des affaires est restée dynamique. La construction industrielle et artisanale, en revanche, a continué d'évoluer à un rythme modéré.

Ici et là, les interlocuteurs ont évoqué les menaces pesant sur le marché immobilier, les qualifiant de risques de «surchauffe» dans certaines régions. La politique de crédit des banques est jugée de plus en plus prudente.

Services

Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires réels du secteur des services ont été encore légèrement supérieurs au niveau enregistré le trimestre précédent et un an auparavant.

La branche des technologies de l'information, les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, les compagnies d'assurances et le secteur du voyage ont connu une évolution dynamique. Les banques ont vu leurs affaires stagner, les effets liés à différentes activités se compensant mutuellement. La situation s'est stabilisée dans le commerce de gros et de détail, mais aussi dans l'hôtellerie, où les chiffres d'affaires réels sont pratiquement équivalents à ceux du trimestre précédent. Dans le commerce de détail, des baisses de prix générales ont cependant pesé sur les chiffres d'affaires en termes nominaux. De nombreux hôtels ont dû proposer des offres spéciales de grande envergure et accorder des réductions pour maintenir l'utilisation des capacités de production à un niveau élevé. Les entreprises touristiques situées dans les régions de montagne déplorent toujours une diminution sensible du nombre de vacanciers européens, imputable au cours de change, mais aussi aux conditions météorologiques. L'accroissement de la demande d'hôtes en provenance d'Asie, de Russie, mais également de Suisse, a toutefois partiellement compensé ce déficit dans certaines régions.

2 Utilisation des capacités de production

Le taux d'utilisation des capacités de production a été jugé normal dans l'ensemble. Les différences d'un secteur à l'autre, jusqu'ici marquées, se sont encore atténuées. Les interlocuteurs continuent de considérer les stocks de produits finis comme plutôt excédentaires. Cela concerne surtout l'industrie textile, mais également le commerce de gros, notamment automobile.

Globalement, l'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière a été estimée normale. Elle est restée plutôt forte dans l'horlogerie et ses sous-traitants, mais aussi – du moins en partie – dans la branche pharmaceutique. Dans l'industrie des machines ainsi que dans la production et la transformation des métaux, la situation, jusqu'ici négative, s'est quelque peu améliorée. En revanche, le taux d'utilisation a été très faible dans le textile et dans l'industrie alimentaire.

L'utilisation des capacités techniques dans la construction est restée plutôt élevée et s'est avérée sensiblement plus forte dans le bâtiment que dans le génie civil. La plupart des entreprises interrogées se sont déclarées très satisfaites à cet égard; certaines n'ont pu répondre entièrement à la demande, notamment en raison d'effectifs insuffisants.

Les entreprises du secteur des services ont considéré le taux d'utilisation des capacités comme normal dans l'ensemble. Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, les sociétés immobilières et les entreprises du secteur des technologies de l'information ont enregistré des taux plutôt élevés, semblables aux valeurs du trimestre précédent. Dans le secteur financier, mais également dans le commerce de gros et de détail, l'utilisation des capacités a été qualifiée de normale. En revanche, elle est restée faible dans les hôtels et les restaurants. Les hôteliers ont cependant fait état d'un tourisme d'affaires dynamique dans les villes. Par ailleurs, on observe un déplacement de la demande, des catégories supérieures vers les catégories inférieures d'hôtel et de chambre.

3 Demande de main-d'œuvre

La demande de main-d'œuvre n'a pratiquement pas évolué dans l'ensemble. Dans l'industrie manufacturière, les entreprises interrogées ont de nouveau jugé le niveau de leurs effectifs un peu trop élevé. Comme au trimestre précédent, les entreprises ont réagi par une politique du personnel prudente, par le non-remplacement des départs naturels et en couvrant les éventuelles augmentations saisonnières de la demande par du personnel temporaire ou des heures supplémentaires. Dans les régions frontalières, notamment au Tessin, le nombre de demandeurs d'emploi en provenance des pays limitrophes a nettement augmenté.

Dans la construction, la demande de main-d'œuvre a progressé un peu plus fortement qu'au trimestre précédent. Un certain nombre d'interlocuteurs ont de nouveau éprouvé des difficultés considérables pour trouver de la main-d'œuvre qualifiée et la conserver. Certaines entreprises recherchent «désespérément» du personnel spécialisé, tel que les conducteurs de travaux, les contremaîtres et les spécialistes en machines-outils. Outre les coûts, le manque d'effectifs est d'ailleurs souvent évoqué pour justifier le fait que les commandes soient de plus en plus attribuées à des entreprises étrangères.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs a été considéré comme adéquat dans l'ensemble. Les besoins de recrutement des bureaux d'architectes et d'ingénieurs ont été jugés plutôt élevés; dans la branche des technologies de l'information, où ils étaient importants jusqu'ici, ils ont quelque peu diminué. L'hôtellerie et la restauration ont de nouveau enregistré un sureffectif. Par ailleurs, quelques banques ont constaté des effectifs plutôt élevés.

Dans l'ensemble, le recrutement a été grosso modo aussi difficile – et a nécessité autant de temps – qu'à l'accoutumée. La raréfaction de la main-d'œuvre disponible a été particulièrement critique dans la fabrication et la transformation de matières plastiques, mais aussi dans certaines entreprises pharmaceutiques. Trouver du personnel s'est révélé relativement facile dans l'industrie alimentaire. Dans les services, le recrutement a été jugé un peu plus aisé que d'habitude, notamment dans les entreprises du secteur des technologies de l'information et dans les banques.

Les coûts du travail par employé se sont légèrement accrus dans les trois secteurs. Le marché du travail était en pénurie de spécialistes dans de nombreuses branches. L'industrie pharmaceutique et l'horlogerie, le génie civil ainsi que les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, en particulier – qui affichent tous une utilisation bonne, voire très bonne, des capacités de production – ont par conséquent dû faire face à une augmentation des coûts du travail par employé. Les conventions collectives de travail nouvellement entrées en vigueur ont, elles aussi, contribué à la hausse des coûts du travail par employé dans les branches concernées.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Un grand nombre d'entreprises restent confrontées à une rentabilité médiocre ou inférieure à la moyenne, conjuguée à une utilisation des capacités plutôt élevée. Si les marges ont été jugées plus faibles qu'à l'ordinaire dans tous les secteurs de l'économie, le phénomène a été plus rare ou moins marqué qu'au trimestre précédent. Il continue d'être alimenté par l'intensification de la concurrence, l'affaiblissement de la demande et la fermeté persistante du franc. La pression visant à l'optimisation des coûts n'a donc pas décliné. Parallèlement, les fruits des efforts d'optimisation déployés précédemment sont de plus en plus visibles et l'évolution du prix des matières premières contribue à détendre la situation.

Il se confirme que la fixation d'un cours plancher pour le franc par rapport à l'euro apporte à de nombreuses entreprises une sécurité bienvenue en matière de planification ou leur permet même d'éviter une cessation d'activité. Certaines entreprises de l'industrie et des services continuent toutefois de juger critique le niveau actuel des cours de change (et ont exprimé le souhait d'un relèvement du cours plancher). Si, outre les marges, la pression devait également toucher les volumes de ventes, le problème serait plus préoccupant.

L'industrie manufacturière a encore fortement souffert de la pression sur les marges bénéficiaires. Toutes les branches sont concernées, mais le phénomène a été particulièrement marqué dans le textile et dans l'industrie de transformation des matières plastiques. En moyenne, les entreprises ne prévoient plus guère de baisse des prix d'achat pour les prochains mois, mais devront faire de nouvelles concessions au niveau des prix de vente en francs.

Dans la construction, la faiblesse des marges par rapport à leur moyenne a été surtout manifeste dans le bâtiment, tandis que le génie civil et le second œuvre ont réalisé des marges quasi normales. Les interlocuteurs prévoient à présent une relative stabilisation tant pour les prix d'achat que pour les prix de vente.

Dans le secteur des services, les entreprises de l'hôtellerie et de la restauration, tout comme le commerce de gros, ont de nouveau été confrontés à des marges inhabituellement faibles. Les entreprises de transport et de logistique ainsi que celles du secteur des technologies de l'information ont vu leurs marges se détériorer sensiblement par rapport à l'évaluation faite au trimestre précédent. Les représentants du secteur financier ont jugé la situation plutôt négative, mais dans une mesure nettement plus faible qu'aux trimestres précédents.

5 Perspectives

Les incertitudes concernant l'avenir se sont de nouveau légèrement accentuées. Les entreprises restent prudentes, voire réservées, en matière de plans d'embauche et d'investissement en Suisse. En dépit des dangers potentiels, les chiffres d'affaires attendus pour les prochains mois dans tous les secteurs sont positifs, comme c'était déjà le cas au trimestre précédent.

Les représentants de toutes les branches de l'industrie manufacturière, à l'exception de quelques entreprises de la métallurgie et de l'industrie des machines, envisagent une légère croissance des chiffres d'affaires pour les six prochains mois. L'utilisation des capacités techniques de production devrait donc être plutôt en hausse dans ces branches, mais aucun effet positif sur l'emploi n'est prévisible.

Dans la construction, les chiffres d'affaires et l'utilisation des capacités de production, en données corrigées des variations saisonnières, devraient s'accroître quelque peu au cours des prochains mois. Dans certaines entreprises, les carnets de commandes sont déjà bien, voire très bien remplis jusqu'à l'année prochaine. En ce qui concerne l'emploi, de légères impulsions positives sont également attendues. L'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires a engendré des incertitudes quant à l'évolution de l'activité de la construction à moyen terme.

D'une façon générale, les entreprises du secteur des services escomptent une évolution des affaires modérément positive au cours des six prochains mois. Toutes les branches anticipent des chiffres d'affaires stables ou en légère hausse. Le taux d'utilisation des capacités de production et les effectifs devraient plus ou moins rester à leur niveau actuel. Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs ainsi que les entreprises de la branche du voyage sont optimistes s'agissant de leurs chiffres d'affaires. Les représentants du commerce de détail sont désormais relativement confiants quant à l'évolution de leurs chiffres d'affaires.

En ce qui concerne les risques présents à l'échelle internationale, les aléas de la crise de la dette souveraine en Europe sont le plus souvent cités.

Les marges inhabituellement faibles continuent de réclamer toute l'attention des entrepreneurs concernés. De nouvelles baisses des prix de vente sont déjà prévues par de nombreux interlocuteurs; sous l'effet conjugué de celles-ci et d'une concurrence toujours aussi rude, les marges devraient encore subir de fortes pressions. Si la faiblesse des taux d'intérêt est souvent mentionnée comme un avantage, la persistance de ce phénomène est aussi une source d'inquiétude. Les interlocuteurs ont également observé une prudence accrue des banques dans l'octroi de crédits, sur fond d'augmentation des risques sur le marché immobilier.

La légère hausse globale des incertitudes concernant l'évolution conjoncturelle se reflète aussi dans les plans d'investissement: dans l'industrie et les services, le volume des investissements en biens d'équipement devrait stagner ou n'augmenter qu'avec retenue; il pourrait légèrement baisser dans la construction. S'agissant des investissements en constructions, l'industrie anticipe plutôt un léger tassement, tandis que les entreprises des services prévoient une faible hausse.